

**Nations unies - Briefing du
Haut-commissaire aux réfugiés -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 02 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter personnellement et de souhaiter un plein succès à l'Italie pour sa présidence du conseil de sécurité. Je vous remercie également de l'appréciation élogieuse que vous avez portée sur la présidence française et vous assure du plein et entier soutien de la France.

Je voudrais également remercier le Haut-commissaire aux réfugiés, Filippo Grandi, pour son intervention importante et rendre hommage plus largement au travail remarquable et à l'engagement exemplaire du Haut-commissaire et des équipes du HCR. Pour reprendre les mots du président de la République, Emmanuel Macron, le HCR est pour la France «le gardien de la référence». C'est une boussole qui doit guider notre action et la France sera toujours à ses côtés pour que puisse être garantie aux réfugiés la protection dont ils ont besoin et qui répond à notre obligation morale, juridique et politique.

Monsieur le Président, l'insécurité et les violations massives des droits de l'Homme qui nourrissent les conflits ainsi que l'impunité qui les accompagne sont les premières causes des déplacements de populations qui, à leur tour, déstabilisent les États. Il revient donc bien au conseil de sécurité d'y remédier dans le cadre de son mandat de gardien de la paix et de la sécurité internationales. Je veux rappeler aussi que le transfert forcé de populations est susceptible de constituer un crime contre l'humanité au sens du Statut de Rome. Le conseil de sécurité a la responsabilité de prévenir de tels crimes.

Vous l'avez rappelé, Monsieur le Haut-Commissaire, il n'y a jamais eu autant de réfugiés dans le monde qu'en 2017, plus de 66 millions de personnes au total et plus de 10 millions d'apatrides. Je souhaiterais revenir sur certaines situations que vous avez citées et qui nous préoccupent tout particulièrement.

Monsieur le Président, je souhaiterais d'abord exprimer notre très vive préoccupation concernant la situation humanitaire des réfugiés, majoritairement Rohingya, qui ont fui et continuent de fuir la Birmanie.

La France n'a cessé de condamner les attaques perpétrées, depuis le 25 août dernier, contre la population civile dans l'État de l'Arakan. Ce nettoyage ethnique a déjà forcé plus de 600.000

personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, à traverser la frontière pour espérer survivre, sans compter les déplacés internes dont nous ne connaissons pas le nombre.

Pour résoudre cette crise, nous avons trois priorités en particulier, soulignées et adressées aux autorités birmanes à l'occasion notamment de la réunion du Conseil en format Arria que nous avons organisée avec la Grande-Bretagne, autour de Kofi Annan, lors de notre présidence du conseil le mois dernier - réunion lors de laquelle le HCR est intervenue : dans l'immédiat, les opérations militaires de l'armée birmane doivent cesser et un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire doit être impérativement rétabli afin de permettre, dans un second temps, le retour sûr, volontaire et durable des réfugiés Rohingyas dans leur pays. La clé d'une solution est là, dans le respect de ces trois exigences.

Je tiens à réaffirmer le soutien de la France au Bangladesh, qui a ouvert ses frontières et accueilli des centaines de milliers de réfugiés Rohingya. La communauté internationale doit continuer à appuyer le Bangladesh dans son effort. Lors de la conférence des donateurs à Genève, le 23 octobre, la France a contribué ainsi à hauteur de près de 3 millions d'euros.

Je tiens également à souligner la nécessité que le dialogue entre la Birmanie et le Bangladesh sur le retour des réfugiés associe le HCR. C'est un point essentiel sur lequel je me permets d'insister, en appui à ce que vient de dire Filippo Grandi.

Enfin, le retour sûr, volontaire et durable des réfugiés Rohingyas dépendra in fine de la prise en compte effective des causes profondes de la crise, et particulièrement de la question de la citoyenneté et de l'égalité des droits pour toutes les personnes appartenant à la communauté Rohingya.

La France restera pleinement mobilisée, avec le Royaume-Uni et ses partenaires, pour une réponse forte du Conseil. Il est temps en effet de traduire nos paroles en actes. Et face au nettoyage ethnique qui se poursuit sous nos yeux, il y a urgence.

Monsieur le Président, en Afrique, la situation en République Centrafricaine est particulièrement préoccupante, avec un nombre de réfugiés centrafricains dans les pays voisins similaire au niveau que nous avons connu au plus fort de la crise en 2013.

Cette situation est la conséquence de la dégradation de la situation sécuritaire, observée depuis plusieurs mois dans l'est et le nord-ouest du pays, en raison de la multiplication des affrontements entre groupes armés dont le seul but est de s'accaparer territoires et ressources naturelles et de discréditer les autorités centrafricaines comme la MINUSCA.

La priorité est de briser cette spirale et de recréer une dynamique positive, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations unies lors de sa récente visite en RCA. Dans ce contexte, le renouvellement à venir du mandat de la MINUSCA doit nous permettre d'accroître les moyens humains de la mission et de recentrer son action autour des priorités que constituent la protection des civils, le soutien au processus politique et l'accès humanitaire.

Enfin, je souhaiterais revenir sur la situation humanitaire en Syrie, qui reste extrêmement inquiétante.

Plus de 11 millions de Syriens ont été déracinés par le conflit. Quelques 6,3 millions sont déplacés à l'intérieur du pays et souffrent d'un accès humanitaire limité. La situation des déplacés dans la Ghouta orientale, dans le gouvernorat d'Idlib et au Berm est particulièrement dramatique.

Par ailleurs, 5 millions de réfugiés ont trouvé refuge dans les pays voisins de la Syrie. Et au nom de la France, je tiens ici à remercier à nouveau le Liban, la Jordanie et la Turquie, qui accueillent une grande majorité de ces réfugiés.

Monsieur le Président, l'accueil des réfugiés est non seulement un devoir moral mais aussi une obligation au regard de nos engagements internationaux.

Pour faire face à ces défis nous avons un impératif : assurer des voies légales et sûres pour les personnes en besoin de protection, en particulier en renforçant la lutte contre les trafiquants et les passeurs. C'est dans cet esprit que la France a mis en place dès le mois dernier les premières missions de protection en vue de la réinstallation de réfugiés en Europe dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée centrale, défini en août avec nos partenaires.

L'accueil des réfugiés est aussi une exigence de solidarité à l'égard des pays voisins des zones de conflits, qui sont en première ligne face à ces déplacements de grande ampleur, qu'il s'agisse des pays voisins de la Syrie, des pays du Bassin du Lac Tchad, de la Corne de l'Afrique, ou plus récemment du Bangladesh.

Pour soutenir leurs efforts, la France a décidé d'augmenter de 10 millions d'euros son soutien financier au Haut-Commissariat pour les réfugiés et à l'Organisation internationale pour les migrations, afin de soutenir ces États au Proche-Orient et en Afrique.

Cette solidarité implique aussi un partage des responsabilités. C'est la raison pour laquelle la France a pris l'engagement de réinstaller 10.000 réfugiés depuis la Turquie, le Liban, la Jordanie, mais aussi le Niger et le Tchad à l'horizon 2019.

Comme vous le soulignez à juste titre, Monsieur le Haut-Commissaire, Cher Filippo, seule une approche globale permettra de répondre efficacement et durablement au défi posé par l'augmentation des déplacements forcés. Le conseil de sécurité a une responsabilité particulière pour contribuer à définir et à mettre en oeuvre cette approche nouvelle. Soyez assuré de l'engagement résolu de la France en ce sens et à vos côtés.

Je vous remercie./.